

Djihadistes français en Syrie : Belloubet ne « voit pas d'autre solution » qu'un rapatriement

Dans une interview à *Libération*, la ministre de la Justice explique également qu'il n'est pas « acceptable » que 300 enfants de djihadistes restent retenus en Syrie.



Nicole Belloubet, la ministre de la Justice. LP/Arnaud Journois

Par R.L. avec **Timothée Boutry**

« *Je ne vois pas d'autres solutions que de rapatrier ces gens en France* ». En quelques mots, dans une interview à *Libération*, **Nicole Belloubet** annonce un changement de pied du gouvernement sur la question des djihadistes français détenus par les Kurdes en Syrie. Jusqu'à présent, il ne voulait pas entendre parler de rapatriement, estimant qu'il était préférable de laisser la justice irakienne les juger.

Mais depuis l'Irak a refusé l'accord proposé par **Jean-Yves Le Drian** pour juger ces djihadistes. « *On ne va pas avoir cinquante solutions, explique Nicole Belloubet dans l'interview publiée ce samedi. Soit on va les rapatrier car on considère qu'il vaut mieux qu'ils soient sous contrôle français, soit ils s'évaporeront... avec les risques que cela suscite* ».

« *Tout combattant terroriste qui serait rapatrié serait judiciarisé comme nous l'avons toujours fait* », insiste encore la ministre.

« **Les familles attendaient que le gouvernement retrouve la raison** »

Nicolas Belloubet évoque également le sort des enfants de djihadistes français. « *Ce n'est pas acceptable* » qu'ils soient dans ces camps, reconnaît-elle.

Jusqu'à présent, le gouvernement français n'a accepté de rapatrier ces enfants qu'au cas par cas. La ministre de la Justice continue toutefois de préciser que la situation sur place est telle qu'il est compliqué de « *pouvoir aller chercher les enfants dans les camps* ».

« **Les familles attendaient depuis longtemps que ce gouvernement retrouve la raison**, se félicite auprès du Parisien M^e Marie Dosé, avocate de nombreuses familles de djihadistes retenus dans les camps en Syrie. *On peut combattre efficacement le terrorisme et Daech sans renoncer à nos valeurs fondamentales. La situation est telle désormais dans le nord-est syrien que la France a l'obligation humanitaire et sécuritaire de rapatrier tous nos ressortissants.* » ■